



Dépêche n°649707

INTERVIEW

"Insécurité, flottement, ajustement permanent" : après un an de crise, les VP RH font part d'une "lassitude générale"

"Depuis un an, nous ne cessons de nous adapter en vue de préserver la santé de toutes et tous. On a le tournis, ça ne s'arrête jamais", déclare dans un entretien à AEF info Georgette Dal, présidente lilloise du réseau des VP RH, le 6 avril 2021. Avec ses collègues Françoise Le Fichant (Nantes), Élisabeth Demont (Strasbourg) et Jérôme Eneau (Rennes-II), ils reviennent sur les différents sujets qui occupent l'association, après un an de crise sanitaire, décrivant "une immense lassitude générale". "Nous sommes également très préoccupés par la mise en application de la LPR (loi de programmation de la recherche) et du protocole d'accord sur les carrières et les rémunérations, au sujet desquels nous sommes constamment interrogés par nos communautés mais sur lesquels nous n'avons aucune visibilité", déclarent-ils. "Sans compter l'angoisse qui commence à poindre concernant l'organisation de la rentrée prochaine."



Georgette Dal, vice-présidente "ressources" de l'université de Lille, est élue présidente du réseau des VP RH. Libre de droits

AEF info : Nous voilà plus d'un an après le début de la crise sanitaire. En tant que VP RH, comment définiriez-vous le moral des troupes ?

Georgette Dal (Lille) : Les premiers mots qui me viennent sont ceux d'insécurité, de flottement et d'ajustement permanent. Depuis un an, nous ne cessons de nous adapter en vue de préserver la santé de toutes et tous. On a le tournis, ça ne s'arrête jamais, on est en mouvement perpétuel. Les dernières mesures en date liées au confinement généralisé en sont un exemple : après une annonce du président Macron mercredi 31 mars indiquant que les universités conservaient leur fonctionnement actuel, le Premier ministre a indiqué le jeudi 1er avril que les examens en présentiel devaient être reportés dans la mesure du possible. Le samedi 3 avril, nous apprenons par circulaire que les examens ne peuvent pas se tenir en présentiel jusqu'au 2 mai inclus. Mais en tant que VP RH, nous devons être agiles, réactifs, rassurants, à l'écoute.

Nous sommes également très préoccupés par la mise en application de la LPR et du protocole d'accord sur les carrières et les rémunérations, au sujet desquels nous sommes constamment interrogés par nos communautés mais sur lesquels nous n'avons aucune visibilité et sommes donc en veille permanente. Les calendriers sont vraiment problématiques car ils réduisent le temps de réflexion à portion congrue. C'est à un tel point qu'à Lille, je vais prochainement organiser une réunion des collègues pour leur expliquer tout ce que je ne sais pas. L'objectif est de les rassurer et de leur dire qu'il ne s'agit pas de rétention d'information. On m'interroge par exemple sur une éventuelle nouvelle vague de "primes Covid" : et bien je n'en sais rien !

AEF info : Quels sont les sujets de la LPR qui vous impactent le plus ? La mise en place des chaires de professeur junior ?

Georgette Dal : Non. Faute de décret d'application, il nous est pour le moment impossible de nous engouffrer dans ce sujet. En revanche, nous sommes beaucoup questionnés par les collègues sur le repyramidage des postes de MCF (maître de conférences) en postes de PU (professeur des universités) : ils veulent savoir s'ils sont éligibles au dispositif. Or nous n'avons aucune information, ni sur leur nombre, ni sur leur répartition, ni sur leur financement, ni encore sur les conditions de mise en place. Nous plaçons pour que ce repyramidage se fasse par concours internes aux universités mais ne savons pas si ce sera la voie retenue. Il est question pour le moment de négociation avec les rectorats... Nous sommes donc à l'affût de la sortie des textes.

AEF info : La LPR a aussi acté la suppression de la qualification pour les MCF et l'expérimentation de cette suppression pour les docteurs. Craignez-vous que cela entraîne une inflation des dossiers à examiner par les comités de sélection ?

Georgette Dal : Un certain nombre de sections qualifiaient très largement, donc les craintes sont raisonnables. À la clôture des candidatures sur Galaxie le 2 avril, nous avons constaté à Lille que nous avons reçu le double de dossiers par rapport à 2020. Mais nous avons publié deux fois plus de postes que l'année dernière : difficile, à ce stade, de faire la part des choses entre la suppression de la qualification pour les MCF en poste se présentant à un concours de professeur, et le nombre de postes ouverts.

AEF info : Qu'avez-vous prévu pour parer au risque de développement du localisme avec la suppression de la qualification ?



Elisabeth Demont, vice-présidente Ressources humaines et politique sociale de l'université de Strasbourg.

| DR - Unistra

Élisabeth Demont (Strasbourg) : Nous ne partageons pas le diagnostic sur ce que vous appelez le "localisme". Il est important de veiller à la progression de carrières de nos collègues MCF. Et ce n'est en aucun cas un "risque" que de vouloir garder nos bons MCF au moment des recrutements de PU.

Françoise Le Fichant (Nantes) : À Nantes, nous proposons des formations pour les présidents de comité de sélection (COS) au cours desquelles ils sont sensibilisés aux risques de l'endorecrutement. Mais vous savez, les inquiétudes qu'ils font remonter cette année concernent le Covid plutôt que le localisme...

Georgette Dal : À Lille, nous avons un guide des COS qui est réactualisé tous les ans pour veiller aux bonnes pratiques et au respect de la déontologie. Nous réunissons en outre tous les présidents avant la tenue des COS – environ 90 en 2021 – afin de leur expliquer les règles et les sensibiliser à l'égalité femmes-hommes par exemple. L'avenir nous dira s'il faudra mettre en place des mesures particulières sur ce point.

AEF info : En tant que VP RH, êtes-vous impactés par tous les débats de société qui s'invitent évidemment dans vos établissements, autour des violences sexuelles par exemple ?

Françoise Le Fichant : L'égalité femmes-hommes fait partie de notre portefeuille. Il est donc évident que nous sommes en première ligne sur la question du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles. Depuis septembre, nous avons de plus en plus de signalements. La parole se libère. Les dispositifs d'écoute sont mieux connus et surtout, des étudiants se rapprochent aujourd'hui de leur direction de composante pour parler de choses personnelles. On a le sentiment que les étudiants font de plus en plus confiance à leurs enseignants et à leur université pour les protéger.

AEF info : Médiatiquement, on entend beaucoup moins parler de cas de VSS (violences sexistes et sexuelles) dans les universités que dans les grandes écoles. Est-ce qu'il y en a moins ou simplement ça remonte moins ?

Georgette Dal : À la différence des grandes écoles, nous n'avons pas de soirées d'intégration et peu de logements étudiants sur nos campus. À Lille, nous avons monté une cellule de signalement en octobre qui se réunit tous les mois pour qualifier les situations et décider des suites à donner : nous avons entre deux et quatre cas par mois.

AEF info : Autre sujet clé pour les VP RH que vous êtes, le télétravail. Quel regard portez-vous sur ce sujet après un an d'expérimentation forcée ?

Georgette Dal : La crise aura évidemment été un accélérateur incroyable. Mais attention à l'excès inverse. Nous avons aujourd'hui des collaborateurs qui nous demandent de ne revenir sur site qu'un ou deux jours par semaine. Or ce que nous observons, c'est que les gens qui vont le mieux sont ceux qui reviennent le plus.



Françoise Le Fichant, VP RH de l'université de Nantes.

Libre de droits

Jérôme Eneau : Sur le télétravail, il est impossible d'avoir un discours global. Il faut une approche métier par métier, équipe par équipe, et même au cas par cas. Nos collègues ont par exemple eu beaucoup de mal à comprendre l'injonction paradoxale consistant à imposer un maximum de travail à distance pour les personnels Biatss tout en incitant les enseignants et enseignants-chercheurs à revenir faire des cours en présentiel...

Françoise Le Fichant : Aujourd'hui, on sent quand même une immense lassitude générale, que ce soit chez les personnels ou les étudiants. En janvier, nous avons eu un petit sursaut quand le président et le Premier ministre se sont rendu compte que les universités existaient, mais là ça retombe, avec l'envie chez tout le monde de "laisser filer".

Georgette Dal : Sans compter l'angoisse qui commence à poindre concernant l'organisation de la rentrée prochaine. On nous demande des consignes claires, mais nous sommes incapables de les donner !

AEF info : Quel est le climat interne dans vos établissements ? Sont-ils perméables aux débats qui agitent aujourd'hui le monde politico-médiatique après les propos de la ministre sur "l'islamo-gauchisme" ?



Jérôme Eneau, VP RH de l'université Rennes-II

| *Libre de droits*

Jérôme Eneau : Il faut distinguer ce qui vient de l'externe – avec des contestations classiques dans une université de SHS comme Rennes-II, qui ne me semblent pas plus importantes qu'en temps normal. Mais j'observe pour ma part quelques signaux inquiétants, comme le fait que les collègues ne s'emparent pas des CRCT (congé pour recherches ou conversion thématique) par exemple. On sent que les gens ont de plus en plus de mal à se projeter. Tout va trop vite. Il y a le Covid, mais aussi la LPR, la loi de transformation de la Fonction publique, les maquettes à refaire... On observe de plus en plus de tension dans les échanges de mails. On met la composante en copie, voire les étudiants ! Ce mode de communication à distance est très délétère. Le climat me semble donc moins altéré par les polémiques actuelles que par l'éloignement subi depuis un an, avec une absence de régulation informelle qui se faisait auparavant dans les couloirs.

AEF info : **Demandez-vous la vaccination prioritaire pour les personnels de l'ESR ?**

Georgette Dal : Oui ! Et pour tous les personnels, pas seulement les enseignants et enseignants-chercheurs. Je pense notamment aux personnels qui sont en première ligne comme les secrétariats pédagogiques ou les agents d'entretien.

L'ANVPRH : 30 membres

L'Association nationale des vice-présidentes et vice-présidents en charge des ressources humaines (ANVPRH) réunit à ce jour une trentaine d'établissements. Le bureau est composé de :

Présidente : **Georgette Dal**, VP ressources, université de Lille

Vice-présidente : **Françoise Le Fichant**, VP responsabilité sociale, université de Nantes

Trésorière : **Anne Kupiec**, chargée de mission égalités, université de Paris

Secrétaire : **Ioannis Parissis**, VP RH, Grenoble INP

Bruno Bureau : VP RH et dialogue social, Rennes-I

Elisabeth Demont : VP RH et politique sociale, université de Strasbourg

Jérôme Eneau : VP ressources humaines, Rennes-II